

La démocratie sociale ne s'exerce pas en dehors de tout rapport de force.

M. L. Bertrand
Sec. Confédérale

SOMMAIRE

- Editorial
- Un JT scandaleux
- Vocabulaire
- Reculs
- Anniversaire CNR
- Rapport Moreau et point d'indice
- La réforme des retraites ?
- Danielle SORIN
- CR Fierville
- Ce du 13 octobre

URSEN CGT

Section des Retraités
J. Delétraz P. Hanse
29 Avenue Charlotte Corday
14000 CAEN

TRESORIER DES SDEN SDEN CGT CALVADOS

Laurent Forestier
6 Impasse du Londel
14480 Le Fresne Camilly

SDEN CGT MANCHE

Isabelle Leroy
Res. Le Clos de la Haise
App. 184
8 Allée des petites Roches
50470 La Glacerie

SDEN CGT ORNE

Isabelle Jarno
2 rue des Fauvettes
61600 Magny-le-Désert

LA CRISE :

DOCTEUR JEKILL ET MISTER HYDE

A lors que les plans sociaux, les fermetures de sites industriels et les défaillances d'entreprises se succèdent et s'accroissent, certaines multinationales voient leur chiffre d'affaires, profits et capitalisation boursière grimper de façon astronomique.

C'est en particulier le cas pour Sanofi qui vient de détrôner son ex-proprétaire Total de la pôle position sur la ligne d'arrivée des dix plus fortes capitalisations boursières de la place de Paris avec 89,5 milliards d'euros, en ayant enregistré au passage une progression de 38 % de la valeur de son action en 2012.

Bien que le Groupe affiche en 2012 « la pire baisse de profits... », ceux-ci devraient pouvoir croître de 5 % par an à partir de 2013.

C'est également le cas pour le groupe de luxe Richemont qui constatait à fin septembre 2012, outre une progression de 21 % de son chiffre d'affaires, une envolée de 52 % de son bénéfice net.

Que dire également de l'accroissement du bénéfice net de Disney (4,4 milliards d'euros) en hausse de 18 %...grâce notamment à ses activités Médias et Parc à thèmes.

Voilà pour le côté Docteur Jekyll de la crise ; malheureusement, l'aspect Mister Hyde est bien plus ressenti par les salariés et les ménages français.

Ainsi, après l'annonce brutale de la fermeture de sites par PSA, son concurrent Renault, dont les ventes ont chuté de 22 %, vient d'annoncer la suppression « soft » de 8 000 postes d'ici 2016, officialisant ainsi l'état de décrépitude de notre industrie automobile.

2012 aura été également une année noire pour les défaillances d'entreprises dont le nombre a frôlé les 60 000 (+ 2,7 %) alors que 482 grosses PME (de plus de 50 salariés) étaient placées en redressement judiciaire. Les secteurs du transport (+ 10,6 %), des services aux particuliers (+7,9 %) et de l'hôtellerie restauration (+ 6,7 %) ont été particulièrement touchés.

Doux, Pétroplus, Néo Sécurité, Marie Brizard, Virgin Mégastore sont autant d'exemples médiatiques de cette crise bien palpable..

Mais combien d'autres ?

Ceux dont on ne parle pas...

Visiblement, la crise n'est pas pour tout le monde ou tout au moins... elle semble choisir ses victimes !!!

Christian BILLOIS
Co exco Info Ce mars 2013

Quelques sujets abordés :

- **Réforme des retraites.** On suggère qu'il faudrait que les retraites du privé s'alignent sur celles du public : notamment sur le montant 75 % du salaire des 6 derniers mois. On prend alors un exemple chiffré : soit un fonctionnaire avec 4 000 €/mois..... Et on calcule ce qu'il perdrait ! *On interviewe une charmante dame* fonctionnaire qui n'a comme argument : « Ce sont nos acquis » !
Commentaires. Combien de fonctionnaires en France ont une retraite de 4 000 € ? Après des études, deux concours et 38 ans de carrière, au dernier échelon de la Hors Classe un enseignant PLP ne les a jamais gagnés en salaire, alors en retraite ! (Sachant aussi que les 2 heures supp. Imposées tout au long de sa carrière, imposables et soumises à cotisations n'ont pas compté).
- **SNCF droit de retrait.** Le même jour on évoque le droit de retrait des contrôleurs SNCF à Saint-Lazare, qui ont arrêté le travail suite à l'agression de l'un des leurs. Ce contrôleur est intervenu à la demande d'usagers qui étaient agressés. Il a subi lors de son intervention des violences de la part de l'agresseur (nez cassé); *On interviewe ensuite une charmante dame*, au demeurant, (A la limite de l'hystérie), qui s'insurge contre les salariés de la SNCF.
Commentaires. Si l'on comprend le problème posé aux salariés essayant de rentrer chez eux en banlieue après leur journée de travail, il aurait peut-être fallu davantage d'information de la part des journalistes et surtout une information SNCF, voire syndicale.

Quelques réflexions :

Lorsqu'en 1968, j'ai passé le concours pour être enseignant, les « gens du privé » gagnaient 2 voire 2,5 fois mon salaire de fonctionnaire au 1^{er} échelon, à diplôme égal, mais je savais avoir des droits syndicaux et des acquis sociaux notamment à la retraite.

Les entreprises qui n'innovent pas, qui délocalisent, les entreprises qui licencient, la production qui stagne ou régresse de ce fait, ont inversé la tendance par le chômage. Aujourd'hui les acquis sociaux de la fonction publique paraissent plus favorables. Alors la « faute » à qui ? Aux fonctionnaires ? Lorsqu'on rentre à l'époque dans la vie active on faisait des choix : dans le privé comme dans le public, alors pourquoi ne pas les assumer aujourd'hui ?

Pourquoi ces messieurs et dames journalistes en conférence de rédaction font le choix de systématiquement monter les catégories de salariés les unes contre les autres ? Est-ce une attitude normale d'information, de neutralité, d'objectivité, d'honnêteté intellectuelle vis-à-vis des téléspectateurs ?

Autre exemple aujourd'hui 20 Juin 2013, toujours France 2, journal de 13 h : ouverture de la conférence sociale. On interviewe Madame Parisot, Monsieur Mailly, Monsieur Berger ne paraît qu'à l'image, tandis que le Secrétaire Général de la CGT (1^{ère} OS de France) est simplement cité comme étant à la gauche de Madame Parisot et on ne le voit que la tête tournée !!!

SANS AUTRES COMMENTAIRES !

Revenons encore vers nos journalistes.

Peut-on en tant qu'anciens enseignants leur donner une leçon de vocabulaire ?

Qu'appelle-t-on en France traditionnellement « l'extrême gauche » ? Pour nous c'est LO et la LCR, c'est-à-dire le NPA. Eh bien non, pour les journalistes, l'extrême gauche c'est le « Front de gauche » pour le comparer à « l'extrême droite ». N'y a-t-il pas là une « erreur » ? Sont-ils à ce point obtus ou non informés ?

Conseil : il faut sortir le dimanche !

Pour notre part, nous avons pris les résolutions suivantes :

- Si l'on parle du Gouvernement, ce sera : le Gouvernement dit « de gauche ».
- Si l'on parle des Socialistes, ce sera : « les Sociaux-démocrates » ou mieux « les Sociaux-libéraux »
- Si l'on parle du Parti Socialiste, ce sera « le Parti Socialiste », puisque c'est son nom.
- Si l'on parle des « Socialistes », il faudra voir de qui on parle !
- Et nous n'avons pas de « partenaires sociaux ». Qu'on se le dise !

Nous avons toujours pensé en classe que les mots ont une signification et que l'on est responsable de ce que l'on dit ou écrit et aussi de la manière dont cela peut être compris. Apparemment ce n'est pas le cas de tout le monde !

RECULS !

A votre avis qu'est-ce qui doit reculer en France aujourd'hui ?

Beaucoup d'entre nous répondrons d'une voix unanime : **LE CHOMAGE**

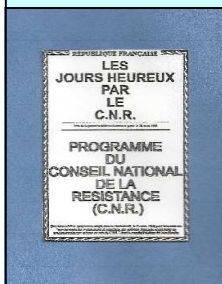
Eh bien non les reculs auxquels nous assistons sont les suivants :

- réforme des banques : le Gouvernement dit « de gauche » recule ;
- réglementation des salaires des grands patrons : le Gouvernement dit « de gauche » recule.
- la guerre à la Finance

Et

Vous trouverez sans doute d'autres exemples, ce n'est pas cela qui manque !

ANNIVERSAIRE DU CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE



Le 27 mai 1943, ils sont 17 hommes * réunis au 43 rue du Four à Paris. Jean Moulin préside la réunion. Il y a là les représentants des principaux réseaux de résistance et de toutes les forces politiques républicaines : communistes, gaullistes, socialistes, chrétiens-démocrates, et les deux grands syndicats, CGT et CFTC. Outre la lutte, le CNR, s'attelle à rédiger un programme pour la Libération. Les syndicats ainsi que le Front national de lutte pour la libération (créé par le PCF) jouent un rôle actif dans la rédaction du programme économique et social, « les Jours heureux », le plus ambitieux que la France ait connu : création de la Sécurité Sociale, nationalisations, retraites, pouvoir aux salariés, statut du fonctionnaire, liberté de la presse, entre autres, verront le jour à la Libération, sous l'impulsion de gouvernements successifs....

Soixante-dix ans après, tous les programmes politiques sont sommés de se conformer à la « réalité ». Les 17 de la rue du Four avaient une autre ambition : la transformer et inventer « les Jours heureux ».

C. C. H.D.

* Pour mémoire : J. Debu-Bridel, P. Villon, G. Tessier, R. Chambeiron, P. Copeau, J. Lagniel, J. Lecompte-Boinet, G. Bidault, A. Mutter; H. Ribière, D. Mayer, JP. Lévy, P. Bastid, A. Gillot, P. Meunier, L. Saillant.

LE RAPPORT MOREAU

Deux **Bonnes Nouvelles** en ce mois de Juin pourri et on ne parle pas que de la météo !

Le rapport Moreau sur les retraites ne propose que des solutions inacceptables parce qu'il préconise au fond la baisse des retraites et pensions. Il ne propose jamais une nouveauté en matière de ressources : ni taxation des profits financiers, ni taxation des revenus non salariaux : intéressement, participation, stock-options, ni chasse à la fraude fiscale....(36 milliards €/an).

Le gel de la valeur du point d'indice des fonctionnaires annoncé par Madame Lebranchu à la presse et non aux syndicats, à la veille de la Conférence sociale, (Il faut oser !) est lui aussi inacceptable. Ce point d'indice détermine plus de 80 % de la rémunération des agents de la fonction publique. Il a déjà perdu 13,8 % par rapport à l'inflation depuis le 1^{er} janvier 2000 et 5,5 % depuis le début du gel le 1 juillet 2010. (Augmentation faramineuse de 0,5 % à cette date !). Cela représenterait 120 à 150 € de perte pour un agent de catégorie C (Employé et ouvrier).

Alors oui, **on a sûrement raison de dire : les retraités sont des nantis**, : 5 millions ont une pension totale comprise entre 800 et 1 200 €, **on a sûrement raison de dire : les retraités sont des privilégiés** : les pensions des femmes sont inférieures à 38 % de celles des hommes, **on a sûrement raison de dire : les retraités ne sont pas touchés par la crise** : le cumul des réformes de 1993, 2003, 2010 c'est une baisse de 20 % du montant des pensions !

RAPPEL :

Revendications de la CGT :

- Rattrapage de 300 €/mois pour tous les retraités ;
- Revalorisation des pensions et Ret. Comp. Indexées sur la base du salaire moyen ;
- Retraite minimum égale au SMIC pour une carrière complète ;
- Relèvement des pensions de réversion à 75 % de la retraite initiale ;
- Rétablissement de la 1/2 part pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

LE GEL DU POINT D'INDICE

La réforme des retraites :

quelle réforme ?

On voudrait nous faire croire à une réforme des retraites, mais en réalité il n'y en a pas : en effet, quelle différence entre les solutions proposées par le rapport Moreau et les précédentes moutures de Sarkozy-Fillon ?

Toujours les mêmes recettes depuis 1993, 2003 puis 2010.

On ne peut pas trouver autre chose que l'allongement de l'âge, la date de départ, l'augmentation des cotisations. Que d'imagination !

On nous prépare (avec l'accord de la CFDT), une « vraie réforme systémique » c'est-à-dire la fin de notre système de répartition, que ce soit un système par points ou par comptes notionnels (**cotisations définies**).

Rappelons-nous que dans notre système nous avons des **prestations définies** : nous touchons 75 % du salaire des 6 derniers mois. On peut calculer ce que l'on touchera.

Dans le système par points on acquiert des points de retraite, avec cumul tout au long de la carrière. Tout dépend donc de la valeur du point, la variable d'ajustement est le niveau des pensions.

Dans le système par comptes notionnels, on verse des cotisations sur un compte virtuel. Celui-ci est revalorisé grâce à un indice variable, donc générateur d'incertitude.

Dans ces deux derniers cas, il n'y a plus de Caisse de retraite de la S.S., c'est évidemment les banques ou les assureurs qui vont « s'occuper de nous ! »

DANIELLE



C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade, notre chère Danielle. Pour nous elle représentait l'engagement militant dans notre syndicalisme, un engagement sans compter également auprès de ses élèves. Plusieurs qualificatifs caractérisent son militantisme : protection, défense, action, efficacité, sensibilité, humanisme, et à la fin de sa vie un grand courage face à la maladie. Elle était reconnue pour toutes les qualités qu'elle déployait ici et là. Dans l'enseignement technique, elle a su défendre des droits et faire avancer des revendications.

Elle souhaitait, comme nous, un monde plus juste, elle savait que rien n'était gagné d'avance et qu'il fallait continuer de lutter... Danielle a œuvré beaucoup et partout où elle était engagée. Nous te regretterons, Chère Camarade, et te disons merci pour tout ce que tu représentes à nos yeux. Quel beau chemin !

Ph. H.



COMPTE-RENDU FIERVILLE LES MINES 04/04/2013

Par un beau temps normand-alpestre (petites averses de neige), nous nous sommes retrouvés à 25 au Moulin de Fierville par l'intermédiaire de Colette que nous remercions encore. Nous avons dû excuser « nos actifs » : Lionel Lerogeron (Nouveau SG du Cté de Normandie en remplacement de T. Lepaon, tout en restant SG de l'UD 50), R. Barroux, I. Leroy et Ch. Lajoie.

Après hommage rendu à nos deux récents disparus : R. Fouyet et G. Allain, Philippe présente la situation générale. Suit un débat sur les actions à venir et les différentes manifestations prévues. On regrette la position de la CFDT, en ne confondant pas les syndiqués et leur centrale. Le « syndicalisme rassemblé » est toujours aussi difficile à mettre en œuvre. Quelques réflexions sur : l'impôt, l'Europe, les USA, Cahuzac (Arbre qui cache la forêt), les règles de représentativité (FO a fait changer la règle de 10 % à 8 %,

ce qui permet la représentativité de la CFTC et de la CGC, en ne laissant pas la CGT face à la CFDT avec FO entre les deux !), l'accord sur l'ANI.

Il est rendu compte ensuite du Congrès extraordinaire de l'UNSEN à Montreuil en janvier. Sont évoqués les problèmes entre les actifs et les retraités, problèmes posés par le 59 et le 62, voulant empêcher la SNR (Avec ses 1 654 voix) de voter sur le texte concernant l'affiliation à l'UGICT. Apparemment la SNR pose question chez les actifs dans quelques départements. Nous pensons que les actifs perdent beaucoup de temps à discuter des structures au lieu de s'occuper de l'Education Nationale. Dans cet ordre d'idée est évoqué aussi le niveau de syndicalisation de nos jeunes collègues.

Jean rend compte ensuite du Congrès Confédéral de Toulouse auquel il a eu la chance de participer même si ce n'était pas en tant que délégué. Au grand dam des retraités, rien ne change sur les statuts de la Confédération : toujours 1/2 voix et toujours tendre vers le 1 %. Ces questions doivent être débattues dans toutes les organisations de la CGT, en vue de modifications au 51^e Congrès. Ce Congrès a permis aux 1 000 délégués, dont 100 retraités, de vivre de grands moments d'émotion : venue de Georges SEGUY, (Une place à son nom lui a été dédiée par la Mairie de Toulouse), de Louis VIANNET, départ de Bernard THIBAUT, et « prise de fonction » de NOTRE Thierry LEPAON. (Anecdote de F. Rebelle sur T. Lepaon et l'écriture bâton).

Jean donne ensuite lecture du rapport financier pour l'année 2012.

Est projeté un diaporama du 50^e Congrès de Toulouse.

Dernière information : Nathalie Le Bihan sera la nouvelle secrétaire du SDEN 61. Raphaël Joly sera celui du SDEN 14. Félicitations à eux ! Merci à G. Dhaille et S. Chieu pour leur investissement ces dernières années.

Place maintenant à la convivialité.

Compte rendu de la CEX décentralisée du Cap d'Agde au prochain numéro.

N'OUBLIEZ PAS !

Jeudi 10 octobre 2013

Notre prochaine réunion, à la frontière de l'Orne et de la Manche, aux bons soins de Michel Montembault.

ET BONNES VACANCES !! *

* Du jaune et du bleu : le soleil et la mer !